

Table des matières

1

Actualités en matière de liquidation (déficiaire) 7

Roman AYDOGDU
assistant à l'U.Lg.
avocat

SECTION 1

Les procédures judiciaires menées par ou contre une société en liquidation 9

- A. *Les procédures judiciaires dans lesquelles la société est demanderesse* 9
 - 1. Pendant la liquidation 9
 - a) *La survie de la société « pour sa liquidation »* 9
 - b) *Une survie « active »* 10
 - c) *Une survie sous la gestion d'un liquidateur* 10
 - d) *Une survie sans solution de continuité* 12
 - 2. Après la clôture de la liquidation 12
 - a) *La fin de la société et du mandat de liquidateur* 12
 - b) *Une fin « formaliste »* 13
 - c) *Une fin inconditionnelle et irrévocable* 14
 - d) *Un début pour les associés (?)* 16
- B. *Les procédures judiciaires dans lesquelles la société est défenderesse* 19
 - 1. Pendant la liquidation 19
 - a) *La survie « passive » de la société « pour sa liquidation »* 19
 - b) *Concours et droit d'action et d'exécution individuelles des créanciers* 20
 - c) *Le liquidateur nommé et le liquidateur « de plein droit »* 22
 - d) *Une survie sans solution de continuité* 23
 - 2. Après la clôture de la liquidation 23
 - a) *La fin de la société et du mandat de liquidateur* 23
 - b) *Une fin « formaliste » mais contrôlée a priori et contestable a posteriori* 24
 - c) *Une fin relative : une survie « passive » après la clôture* 26
 - d) *L'insuffisance de la survie « passive » et les mesures alternatives
ou complémentaires* 28

SECTION 2

Les rapports entre liquidation, faillite

et réorganisation judiciaire 31

A. *Les rapports entre liquidation et faillite* 31

1. La faillite des sociétés en liquidation ou la liquidation
comme alternative à la faillite 31

a) *Les avantages économiques de la liquidation (défictaire)*
par rapport à la faillite 32

b) *Les inconvénients juridiques de la liquidation (défictaire)*
par rapport à la faillite 33

c) *Histoire du droit (1) : le droit de la faillite rend la liquidation*
défictaire impossible 35

d) *Histoire du droit (2) : la liquidation défictaire empêche la mise en faillite* 36

e) *Droit positif : la liquidation défictaire est possible mais n'empêche pas la faillite* . . 39

1° Les conditions de la faillite (1) : la commercialité des sociétés
en liquidation 40

2° Les conditions de la faillite (2) : cessation de paiement
et ébranlement du crédit 41

UNE ACCEPTATION SPÉCIFIQUE POUR LES SOCIÉTÉS EN LIQUIDATION 41

LA CESSATION DE PAIEMENT D'UNE SOCIÉTÉ EN LIQUIDATION 43

L'ÉBRANLEMENT DU CRÉDIT D'UNE SOCIÉTÉ EN LIQUIDATION 46

3° Le délai pour la mise en faillite et le report de la date de cessation
de paiement 48

f) *Une société en état virtuel de faillite peut-elle être mise en liquidation ?* 49

2. La liquidation des sociétés après la clôture de la faillite 51

a) *L'inexcusabilité des sociétés* 51

b) *La liquidation, une conséquence automatique de la clôture de la faillite ?* 51

c) *La portée de la liquidation après clôture de la faillite* 52

B. *Les rapports entre liquidation et réorganisation judiciaire* 54

1. L'admission à la réorganisation judiciaire des sociétés en liquidation . . . 54

2. La liquidation des sociétés pendant ou après la réorganisation
judiciaire 57

2

**Un an d'application de la loi du 31 janvier 2009
relative à la continuité des entreprises.**

**L'information, l'accord amiable et la réorganisation
par accord, amiable ou collectif, des créanciers** 61

Pierre RAMQUET

avocat

Introduction 62

CHAPITRE 1	
	L'information 65
SECTION 1	
	Avant le 1^{er} avril 2009 65
SECTION 2	
	La collecte des données et les enquêtes commerciales
	selon la loi nouvelle 67
	A. <i>La collecte des données (art. 8 à 11 L.C.E.)</i> 67
	B. <i>Les chambres d'enquête commerciale (art. 12 L.C.E.)</i> 74
	C. <i>Les mesures conservatoires (art. 13 et 14 L.C.E.)</i> 82
CHAPITRE 2	
	L'accord amiable (art. 15 L.C.E.) 87
CHAPITRE 3	
	La réorganisation judiciaire (art. 16 à 70 L.C.E.) 92
SECTION 1	
	Le principe 92
SECTION 2	
	L'entame et les conditions de la procédure 93
	A. <i>La requête en réorganisation judiciaire</i> 93
	B. <i>La phase préliminaire de la procédure</i> 101
	C. <i>Les effets directs du dépôt de la requête et ses suites</i> 103
	D. <i>Les conditions de l'ouverture de la procédure</i> 104
	E. <i>Les voies de recours</i> 107
	F. <i>Le mandataire de justice</i> 108
	G. <i>Le dessaisissement et l'administrateur provisoire</i> 109
SECTION 3	
	Les effets du jugement d'ouverture de la procédure 111
	A. <i>Le principe du moratoire ou sursis</i> 111
	B. <i>Les effets et conséquences du sursis</i> 112
SECTION 4	
	La modification d'objectif de la procédure 113
SECTION 5	
	La fin anticipée et la clôture de la procédure 114
SECTION 6	
	La réorganisation judiciaire par accord amiable 115

A. <i>Les principes</i>	115
B. <i>Les modalités</i>	116
SECTION 7	
La réorganisation judiciaire par accord collectif	117
A. <i>Les principes</i>	117
B. <i>Les créances et leur vérification</i>	118
C. <i>Le plan de réorganisation et son contenu</i>	119
D. <i>Le rôle des créanciers</i>	123
E. <i>Le rôle du tribunal</i>	124
F. <i>Les conséquences de l'homologation du plan</i>	125
G. <i>Les voies de recours</i>	127
H. <i>La révocation du plan</i>	128
SECTION 8	
La réorganisation judiciaire par transfert (renvoi)	128
En guise de conclusion (provisoire)	128

3

La loi relative à la continuité des entreprises : réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice

131

Yves GODFROID
avocat

Préambule : de quelques réflexions éparses	132
---	-----

SECTION 1

Du transfert d'entreprise	136
--	-----

A. <i>Définitions</i>	136
1. <i>L'entreprise</i>	136
2. <i>Le fonds de commerce</i>	137
3. <i>La branche d'activités</i>	138
B. <i>Cession ou transfert</i>	139
C. <i>Conséquences et opposabilités du transfert d'entreprise</i>	140

SECTION 2

Du transfert d'entreprise sous autorité de justice	144
---	-----

A. <i>Les agents intervenant dans la réorganisation judiciaire</i>	145
1. <i>Le tribunal de commerce</i>	145
2. <i>Le président du tribunal de commerce</i>	146
3. <i>L'entreprise en difficulté ou le débiteur</i>	147
4. <i>Le juge délégué</i>	148

5. Le mandataire de justice	148
6. L'administrateur provisoire	150
7. Le parquet	151
8. Les tiers (tels les créanciers, les repreneurs, les actionnaires, les travailleurs...)	151
B. <i>De la procédure</i>	153
1. Ouverture de la procédure	153
2. De la décision de réorganisation judiciaire et de ses suites	158
C. <i>Avertissement des créanciers</i>	161
D. <i>Conséquences du jugement en réorganisation judiciaire</i>	162
E. <i>Durée du sursis</i>	167
F. <i>Collecte des offres pour le transfert d'entreprise</i>	168
G. <i>Le volet social</i>	174
H. <i>Réception des offres</i>	179
I. <i>Jugement autorisant le transfert</i>	182
J. <i>Conséquences du transfert d'entreprise</i>	187
1. La répartition du produit du transfert d'entreprise	187
2. Le sort du cédant	191
3. Le sort des créanciers du cédant	195
4. La solidarité du cédant et du cessionnaire	196
5. Sort des travailleurs	196
6. Des notifications fiscales et sociales ; de l'effet du transfert sur la restitution de la T.V.A.	197
SECTION 3	
Du transfert forcé d'entreprise	199
A. <i>Conditions</i>	199
B. <i>Procédure</i>	201
C. <i>Volet social</i>	202
SECTION 4	
Du transfert volontaire d'entreprise dans le cadre d'un accord collectif (article 51 L.C.E.)	203
SECTION 5	
Du sort des cautions pendant le transfert d'entreprise	204
SECTION 6	
De la décharge du débiteur après le transfert d'entreprise ..	205

4

Le point de vue des créanciers face à la réorganisation de l'entreprise de leur débiteur..... 207

Michèle GRÉGOIRE

professeur à l'U.L.B., avocate à la Cour de cassation

Introduction 208

SECTION 1

La prise en considération des créances et la détermination du passif 209

A. *Périmètre des créances soumises au sursis* 209

B. *La détermination des caractéristiques et de la valeur des créances sursitaires* 212

SECTION 2

L'accord amiable hors procédure 215

SECTION 3

Les effets engendrés par l'introduction et l'ouverture d'une procédure judiciaire en tant que telle 216

A. *Les effets découlant du dépôt d'une requête en réorganisation judiciaire* 216

B. *Les effets de la décision déclarant ouverte la procédure de réorganisation judiciaire* ... 218

1. Généralités 218

2. La suspension des voies d'exécution 218

3. Le sort des créances spécifiquement gagées 219

4. Le paiement volontaire 221

5. Le paiement par compensation 222

6. La poursuite des contrats en cours 228

a) *Un contrat en cours conserve-t-il son entier caractère contraignant ?* 228

b) *Quelles sont les conséquences du manquement contractuel éventuel ?* 230

c) *Quelles sont les conséquences du respect du contrat ?* 231

SECTION 4

Particularités de la procédure en cas de réorganisation par accord amiable 235

SECTION 5

Particularités de la procédure en cas de réorganisation par accord collectif 235

SECTION 6

Particularités de la procédure en cas de réorganisation par transfert sous autorité de justice 237

5	
Développements récents en matière de faillite	245
Thierry BOSLY	
<i>avocat</i>	
Muriel ALHADEFF	
<i>avocate</i>	
Anne-Sophie DE CLERCQ	
<i>avocate</i>	
Introduction	246
SECTION 1	
Le sort des contrats en cours en cas de faillite	246
A. <i>Le contexte de la controverse</i>	248
B. <i>Les arrêts de la Cour de cassation</i>	250
1. L'arrêt du 24 juin 2004	250
2. L'arrêt du 10 avril 2008	252
3. La consécration d'un droit de résiliation ?	253
C. <i>Analyse critique et pistes de solution</i>	254
SECTION 2	
Le régime de l'excusabilité du failli et ses conséquences	
sur les cautions : une histoire sans fin ?	258
A. <i>La proposition de loi du 29 novembre 2009</i>	259
B. <i>L'arrêt du 4 février 2010 de la Cour constitutionnelle</i>	260
C. <i>L'amendement du Gouvernement</i>	261
D. <i>Analyse critique</i>	262
Conclusion	262